

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Eddine ARIZTEGUI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO

Délégation de Service Public (DSP) Stationnement Payant sur Voirie - Avenant n°9 - Modification des tarifs - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique. La délibération du Conseil municipal du 11 octobre 2022 a finalisé les mesures d'extension du zonage et a modifié les tarifs du stationnement.

A partir du 21 décembre 2023, les abonnements aux transports collectifs de la Métropole deviennent gratuits notamment pour les usagers domiciliés à Montpellier. De ce fait, de nouvelles évolutions en matière de tarification du stationnement payant sur voirie sont à prendre en compte pour les forfaits résidents associés aux abonnements payants des transports collectifs.

Le tarif préférentiel de l'abonnement voirie « *résident Transports en Commun* » à 3 €/mois ou 30€/an avait vocation à réduire le coût de la combinaison de l'abonnement aux transports collectifs et de l'abonnement de stationnement sur voirie. Avec la généralisation de la gratuité des transports collectifs, le maintien du tarif réduit de l'abonnement sur voirie n'est plus nécessaire car les usagers bénéficieront d'une économie globale sur le coût financier de la mobilité combinée.

Par conséquent, la formule d'abonnement « *résident Transports en Commun* » ne sera plus commercialisée, toutefois les contrats en cours resteront valables jusqu'à leur date d'échéance, avec un terme maximum au 31 décembre 2024. L'abonnement transport devenant gratuit, le coût global de la mobilité des résidents montpellierains s'élèvera à seulement 15 €/mois ou 150 €/an, soit une économie de 76 à 420 euros par an, selon la catégorie d'usagers des transports.

Les forfaits spécifiques résidents sont maintenus (séniors sous condition de ressources, demandeurs d'emplois, demandeurs d'asile, mutilés de guerre). Il est proposé d'ajouter une catégorie pour les « *personnes handicapées non titulaires d'une carte mobilité inclusion ou d'une carte européenne de stationnement sous condition de ressources* ». Le coût global de la mobilité pour ces catégories de résidents montpellierains s'élèvera seulement à 3 €/mois ou 30 €/an.

Pour ce faire, il convient d'établir un avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public (DSP) conformément aux articles L.3135-1 et R.3135-8 du Code de la commande publique, afin d'intégrer ces évolutions. L'annexe 20 relative aux tarifs du stationnement payant sur voirie est modifiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification des tarifs du stationnement payant sur voirie à compter du 21 décembre 2023 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°9 au contrat de Délégation de Service Public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 36 voix

Contre : 4 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 20 - Tarifs stationnement sur voirie - avenant 9.docx
- DSP Stationnement Avenant 9 MS 23 11 23.doc

Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.